

occupé. Il a été pillé et plus de la moitié de sa population a dû fuir. Amnistie Internationale y a relevé des violations flagrantes des droits de la personne. Saddam Hussein a déclaré que le Koweït faisait irrévocablement partie de l'Iraq. Un pays souverain membre des Nations Unies est en voie d'anéantissement.

Depuis le début de cette crise, la communauté internationale s'exprime avec un consensus et une clarté sans précédent. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté douze résolutions, la plupart à l'unanimité, condamnant l'agression commise par l'Iraq, exigeant que celui-ci se retire du Koweït et lui imposant des sanctions pour le forcer à respecter les décisions prises par l'ONU. Il y a 48 jours, soit le 29 novembre, Saddam Hussein s'est vu accorder un «délai de grâce». Il s'agissait de donner une autre chance à la diplomatie et de tenter de convaincre l'Iraq que la communauté internationale ne bluffait pas et qu'elle recourrait à la force, si nécessaire, à l'expiration du délai. Cette résolution était claire. Elle indiquait qu'en signe de bonne volonté, un délai était accordé à l'Iraq pour lui donner une dernière chance.

Et hier, le Secrétaire général des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar, rentrait d'Iraq découragé et convaincu qu'il est désormais pratiquement impossible d'espérer une solution diplomatique à la crise. Sur les conseils du Secrétaire général, les ministres européens des Affaires étrangères ont décidé de ne pas envoyer de délégation à Bagdad.

Depuis l'adoption de la résolution 678 du Conseil de sécurité, l'Iraq sait parfaitement que la communauté internationale ne bluffe pas. Mais ses troupes occupent toujours le Koweït.

Pendant ces 48 jours, des efforts diplomatiques d'une rare intensité ont été déployés. Le Premier ministre et moi avons indiqué que nous souhaitons décrire à cette Chambre certaines des activités que le Canada a entreprises depuis le début de cette crise. Je ne peux les énumérer toutes, parce que la liste est trop longue et que certaines de ces initiatives ne sont pas terminées. Mais je voudrais vous mentionner quelques-unes des activités que le Canada a menées au nom de la paix.

Premièrement, au plan bilatéral - et c'est peut-être l'une des actions les plus importantes qui aient été prises dans cette crise -, le Premier ministre s'est rendu à Kennebunkport pour une rencontre avec le président Bush, une rencontre prévue avant l'invasion du Koweït par l'Iraq. Des conseillers influents et respectés suggéraient alors au Président des États-Unis de lancer une attaque sélective. Le Premier ministre lui a dit que ce genre de politique ne serait pas acceptable au Canada et ne devrait pas être poursuivi par les États-Unis. Il n'y a pas eu d'attaque sélective. Cela a permis à la communauté interna-